



L'Agroindicateur

Décembre 2018

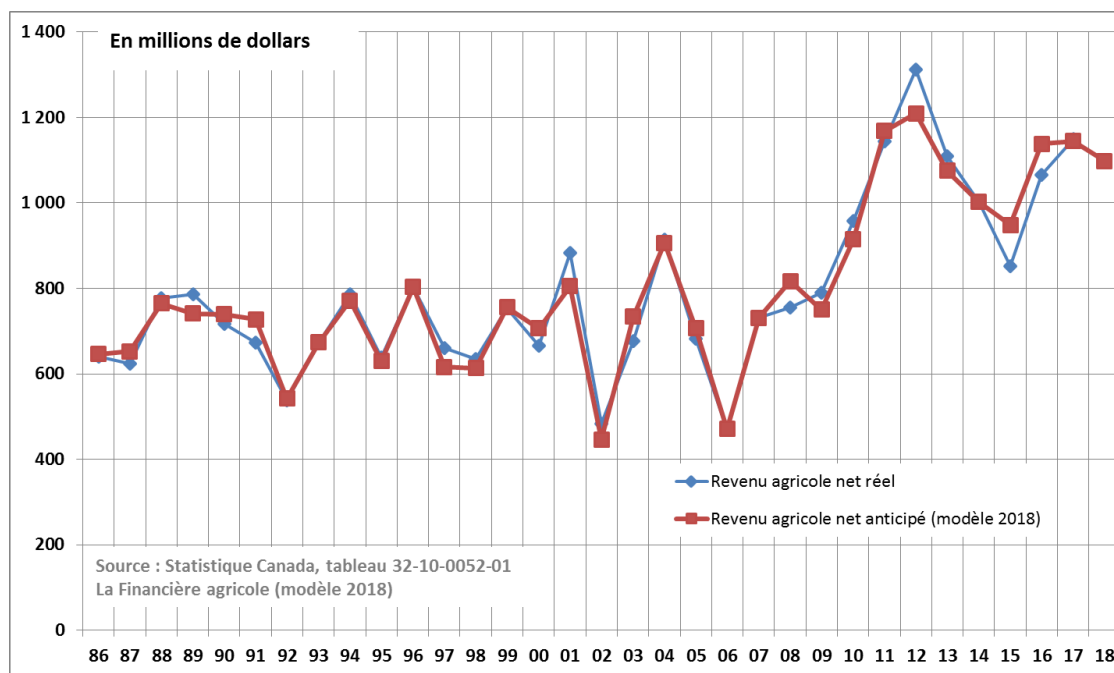
Une performance économique agricole touchée par les tensions commerciales internationales

L'Agroindicateur prévoit un revenu agricole net annuel québécois d'environ 1,1 milliard de dollars en 2018. Ce résultat est appréciable dans un contexte empreint de difficultés, notamment sur le plan des relations commerciales internationales, qui ont particulièrement touché la performance économique du secteur porcin. La prévision de croissance du PIB mondial s'établit à 3,8 % en 2018 comparativement à 3,7 % en 2017. Pour 2019, la croissance économique devrait se poursuivre sur cette lancée. Du côté des économies émergentes et en développement, la croissance prévue de 4,6 % en 2019 est de bon augure puisque celles-ci présentent des possibilités additionnelles pour les produits agricoles et agroalimentaires du Québec. Néanmoins, à l'échelle nord-américaine et mondiale, l'offre agricole demeure amplement suffisante par rapport à la demande. Par conséquent, les prix de la plupart des productions agricoles s'ajustent à la baisse. Si le prix du pétrole et le taux de change de la devise canadienne demeurent favorables au secteur agricole canadien et québécois, la hausse récente des taux d'intérêt constitue un facteur pouvant influencer la situation financière des entreprises agricoles.

Le contexte

En 2018, le revenu agricole net annuel québécois anticipé par l'Agroindicateur s'établit aux environs de 1,1 milliard de dollars, soit une baisse d'environ 4 % à la suite de deux années consécutives d'augmentations. Cette performance économique agricole demeure tout de même supérieure à la moyenne des trois ou cinq dernières années d'autant plus que dans l'ensemble, la conjoncture agricole fut moins favorable en 2018. Si les productions sous gestion de l'offre ont connu plus de stabilité financière en 2018, la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine a engendré une forte diminution du prix de référence du porc alors que les producteurs acéricoles ont connu une saison de récolte en forte baisse après deux années records. Les entreprises agricoles peuvent encore compter sur un taux de change du dollar canadien favorable sur le plan des exportations et sur les revenus pour les produits dont les prix de référence sont fixés en dollars américains. Par contre, les hausses de coûts d'emprunts et les baisses possibles de prix représentent des facteurs de risques.

Revenu agricole net de 1986 à 2018



Méthodologie

L'Agroindicateur est un modèle économétrique qui permet d'estimer le revenu agricole net de l'année en cours à partir de variables qui représentent l'économie agricole du Québec. Les recettes monétaires agricoles, les prix des produits agricoles et des intrants ainsi que le taux de change font partie des données utilisées pour expliquer la variation du revenu agricole net. Le modèle est mis à jour chaque année afin de reproduire le plus fidèlement possible les données historiques.

Revenu agricole net au Québec de 2010 à 2017 (en millions de dollars)

Catégories de revenus	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	TCAC ¹ (2010-2017)
Recettes monétaires – Cultures	2 108	2 456	2 730	2 828	2 679	2 726	3 228	3 122	5,8 %
Recettes monétaires – Bétail	4 484	4 890	4 917	5 035	5 506	5 279	5 155	5 348	2,5 %
Recettes monétaires du marché	6 592	7 345	7 647	7 863	8 185	8 005	8 382	8 469	3,6 %
Paiements de programmes	617	656	769	506	321	201	393	314	-9,2 %
Recettes monétaires agricoles totales	7 209	8 001	8 416	8 369	8 506	8 206	8 776	8 783	2,9 %
Dépenses d'exploitation nettes	5 519	6 072	6 292	6 479	6 570	6 631	6 740	6 815	3,1 %
Revenu net comptant	1 690	1 929	2 124	1 890	1 936	1 575	2 035	1 968	2,2 %
Revenu net total²	959	1 145	1 312	1 110	1 002	851	1 065	1 149	2,6 %

Source : Statistique Canada, tableaux 32-10-0052-01 et 32-10-0045-01 (consultation en novembre 2018)

¹ Revenu net total tenant compte de l'amortissement, de la valeur de la variation des stocks et du revenu en nature

² TCAC : taux de croissance annuel composé

La conjoncture économique

La conjoncture mondiale et canadienne

En dépit des tensions commerciales internationales en 2018, la prévision de croissance du PIB mondial s'établit à 3,8 % par rapport à 3,7 % en 2017. Pour 2019, la croissance économique mondiale devrait se poursuivre sur sa lancée avec une prévision de 3,7 %.

Par rapport à la dernière décennie, les perspectives de croissance des économies émergentes et en développement sont généralement moins élevées avec respectivement 4,7 % et 4,6 % en 2018 et 2019, mais elles demeurent largement au-dessus de celles des économies avancées avec 2,2 % et 2,1 % pour les mêmes années.

L'activité économique au Québec dépend en partie de la situation qui a cours chez ses deux principaux partenaires commerciaux, soit le reste du Canada et les États-Unis. Du côté de ce dernier, la croissance économique prévue en 2018 et 2019 de respectivement 2,9 % et 2,7 % contribuera à maintenir le rythme de croissance pour le Québec.

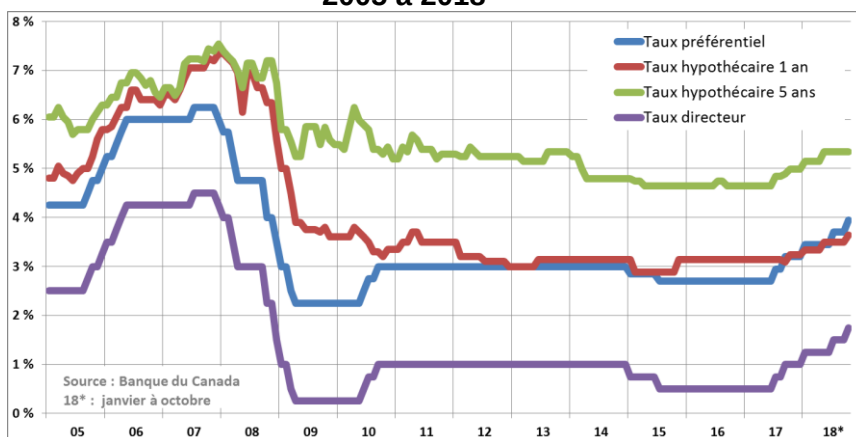
Les taux de croissance économique prévus de 2 % en 2019, tant au Québec qu'au Canada, s'annoncent plus modestes par rapport à 2017 avec environ 3 %. Ce ralentissement de la croissance du PIB prévu en 2019 a débuté en 2018 avec 2,6 % au Québec et 2,1 % au Canada.

L'inflation plus forte au Canada en 2018, soit 2,3 % par rapport à 1,6 % en 2017, a motivé la Banque du Canada à augmenter le taux directeur jusqu'à 1,75 %.

Incidences sur l'agriculture du Québec

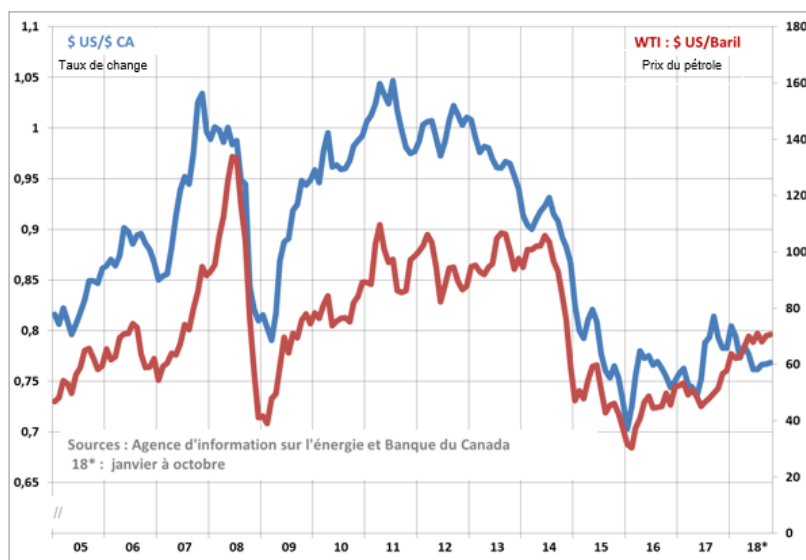
À la suite de l'augmentation des taux d'intérêt, la hausse du coût des emprunts des entreprises agricoles peut prendre un certain temps à se concrétiser puisque les paiements d'intérêts augmentent généralement lors du renouvellement des prêts. Il est à souligner que les conditions d'emprunts pour 2018 se sont avérées moins favorables que celles de 2009 à 2017.

Taux d'intérêt administrés des banques à charte, 2005 à 2018



Le prix du pétrole et le taux de change, deux variables économiques qui suivent généralement les mêmes tendances, demeurent favorables au secteur agricole canadien et québécois en 2018. En effet, depuis 2015, les prix du pétrole relativement bas favorisent des dépenses moindres en carburants pour les entreprises agricoles. En outre, le taux de change canadien relativement bas favorise la performance économique du secteur agricole de deux façons. Premièrement, il augmente la rémunération pour les produits agricoles canadiens dont les prix de référence sont fixés sur le marché des États-Unis. Deuxièmement, un dollar canadien moins élevé rend les exportations agricoles et agroalimentaires québécoises et canadiennes plus compétitives sur les marchés internationaux. En contrepartie, les importations, notamment de machineries et d'équipements, s'avèrent plus chères. Pour 2019, le taux de change devrait demeurer au même niveau que ceux de 2017 et 2018, soit 77 cents US.

Taux de change et prix du pétrole, 2005 à 2018



Les productions végétales et animales

Les productions végétales

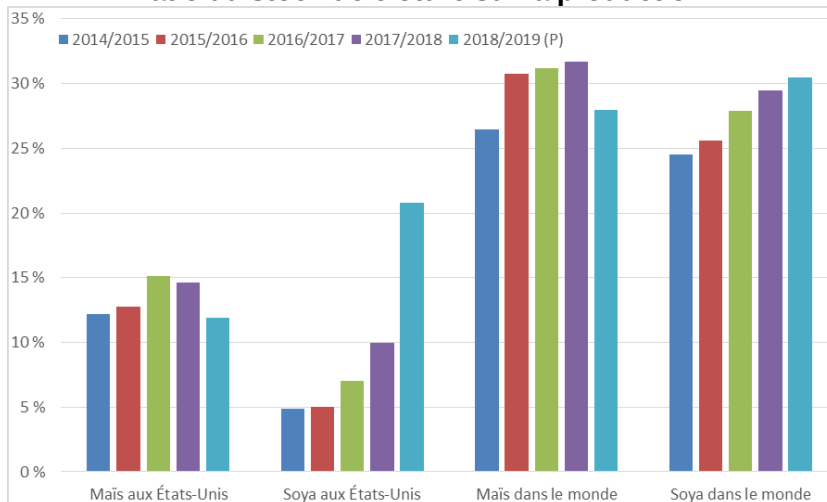
Dans l'ensemble du Québec, la production acéricole fut nettement plus modeste en 2018 après deux excellentes années. Selon Statistique Canada, les recettes monétaires agricoles québécoises de sirop d'érable et autres produits de l'érable ont connu une diminution de 23 % en 2018.

Du côté des grandes cultures, les paramètres déterminants des marchés à l'échelle mondiale s'avèrent plutôt stables. En fait, les stocks se maintiennent à des niveaux relativement élevés, résultats de récoltes suffisamment abondantes par rapport à la demande.

Cependant, le prix de référence du soya américain a chuté, une conséquence des tarifs de 25 % imposés par la Chine sur le soya en provenance des États-Unis le 6 juillet. Les producteurs de soya du Québec n'ont donc pas pu profiter de revenu à la hauteur de leur production record en 2018.

Quant au maïs-grain, les prix ont connu une croissance en 2018, mais la production a diminué en raison d'un été sec qui a épargné la production québécoise de soya.

Ratio du stock de clôture sur la production



Source : Département de l'agriculture des États-Unis (USDA)

Les productions animales

En 2018, les indices de prix des productions d'origines animales ont diminué par rapport aux dernières années. La gestion de l'offre permet une relative stabilité des prix du lait, de la volaille et des œufs. Du côté de la production porcine, la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine a engendré une forte diminution du prix de référence du porc. En ce qui a trait au secteur bovin, les prix se situent encore dans un cycle baissier en raison de l'accroissement des troupeaux reproducteurs, au cours des dernières années, à l'échelle nord-américaine.

Indice de prix de certains produits agricoles (IPPA), au Québec, 2010 à 2018

